

Le 10 mai 2014 : réunion contre la ratification de la Charte des langues régionales



33 ans après la victoire de Mitterrand aux élections présidentielles, un président « socialiste » de la République accepte de plier devant Bruxelles, installe l'austérité et remet en cause par sa politique l'avenir des services publics.

Face à cette politique anti sociale, le mouvement social, les syndicats et les associations laïques, chacun dans son champ de compétences, se mobilisent.

La Fédération Nationale de la Libre Pensée a organisé ce 10 mai 2014 une réunion publique de débat contre la ratification de la charte européenne des langues régionales.

400 personnes ont participé à ce débat ... C'était un vrai débat : chaque association ou organisation exprimant son point de vue sur cette question.

Toutes ont décidé à l'issue de débat de se mobiliser et d'intervenir auprès des parlementaires pour qu'ils ne remettent pas en cause le caractère de notre République « UNE et INDIVISIBLE »

*« A l'initiative de la **Libre Pensée**, 400 libres penseurs, laïques, démocrates, républicains et syndicalistes, dans l'union la plus large, se sont réunis pour commencer l'action commune contre la ratification de la Charte européenne des langues régionales.*

Cette Charte ne vise nullement à défendre les langues régionales ou minoritaires, elle ne vise qu'à faire éclater l'unité et l'indivisibilité de la République. Avec l'Acte III de la décentralisation, cette manœuvre antirépublicaine veut remettre l'égalité en droit des citoyens.

*Devant un public attentif, sous la présidence de **Christian Eyschen**, vice-Président de la Libre Pensée, tour à tour :*

- *Une communication de **Françoise Morvan** a été portée à la connaissance des participants*

- **Jean-Sébastien Pierre**, Président de la Libre Pensée a procédé à une étude de la Charte

Puis, ont pris la parole :

- **Ramiro Riera** pour l'association **Laïcité-Liberté**
- **Aliette Geistdoerfer**, Secrétaire générale de l'**Union rationaliste**
- Un message de **Gilbert Abergel**, 1er vice-Président du **Comité-Laïcité-République** a été lu
- **Jean-François Chalot**, Secrétaire général du **CNAFAL**
- **Yves Pras**, Président du **Mouvement Europe-Laïcité (CAEDEL)**
- **Georges Gastaud**, Président de **COURRIEL**
- **Jean-Noël Lahoz**, syndicaliste libre penseur
- **David Gozlan**, Secrétaire général de la Libre Pensée

Il a été décidé que des délégations, avec les associations présentes, demanderaient à être reçues par les groupes parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat pour demander aux députés et sénateurs de ne pas ratifier cette Charte réactionnaire et antirépublicaine. »

La « grande » presse ne parlera pas de cette initiative pourtant importante.

Ce silence assourdissant n'empêchera pas les militantes et militants laïques de poursuivre et d'amplifier la mobilisation contre l'éclatement de la France en grandes régions, dotées chacune d'un caractère propre.

Jean-François Chalot

--

Clément Gastaud